



INTEGRITE

EQUITE

TRANSPARENCE

Réf : OLC/SC-OLUCOME/01/2015

Bujumbura, le 17/01/2015

Transmis Copie pour Information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi avec les assurances de notre plus haute considération ;
- Son Excellence Monsieur le Deuxième vice-Président de la République du Burundi avec les assurances de notre très haute considération.

A Son Excellence l'Ambassadeur Paul

Seger, Président de la configuration du Burundi
de la commission de Consolidation de la Paix
des Nations Unies

à New York

Objet : L'aide promise au Burundi à Genève

Excellence Monsieur l'Ambassadeur,

Nous avons un grand honneur de nous adresser auprès de votre haute autorité pour remercier les partenaires techniques et financiers qui ont accepté de continuer à soutenir le Burundi dans ses projets et programmes contenus dans le Cadre Stratégique de croissance et de Lutte

contre la Pauvreté ,2^{ème} génération (CSLP II) et la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de lutte contre la Corruption(SNBGLC).

En effet Excellence Monsieur l'Ambassadeur, lors de la conférence des partenaires au développement du Burundi tenue à Genève au mois d'Octobre 2012, il a été convenu que l'aide promise devrait être débloquée conformément aux recommandations issues de la dite conférence. Certaines de ces recommandations sont notamment contenues dans la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance adoptée par le Gouvernement du Burundi après une large concertation avec tous les partenaires techniques et financiers concernés. Ces préalables sont entre autres le respect de la liberté de la presse, d'association, des libertés publiques, du pluralisme politique, de l'indépendance de la magistrature, de la gestion transparente des fonds publics, etc. Signalons que cette stratégie nationale de Bonne Gouvernance fait partie intégrante du Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté, 2^{ème} génération (CSLP II).

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, malgré que certaines de ces exigences ont été honorées, notamment la tenue des états généraux de la Justice, de la Société Civile et de la Presse, il se pose le problème de la mise en application des recommandations issues de ces derniers.

Notre grande inquiétude Excellence, est que le processus d'applicabilité des exigences convenues à Genève sur le point d'accorder les aides promises n'est pas respecté. Pour l'OLUCOME, cela perpétuera les violations flagrantes des droits humains, des libertés publiques, la gestion opaque des fonds publics, etc, car le Gouvernement se coulera douce après avoir constaté que finalement les partenaires ne sont pas rigoureux qu'il le pensait. Et dans ce cas, adieu la démocratie, le développement du pays, et bonjour la pérennisation des violations de toutes sortes !

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, l'OLUCOME, en tant qu'une organisation qui a suivi le processus d'élaboration des documents ci haut cités ainsi que la conférence de Genève, souhaite vivement que les partenaires du Burundi continue à appuyer le Burundi, mais la mise en œuvre des recommandations issues de la dite conférence en général et des états généraux (de la Justice, de la Société Civile et de la Presse) en particulier devrait être une condition sin quoi none pour qu'il y ait déblocage des fonds promis.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, Malgré les efforts consentis par les différents partenaires, le Burundi enregistre un taux faible de croissance économique oscillant autour de 4.8% au moment où les pays post conflits comme le notre, a un taux de croissance économique de 7.8%(le Rwanda) . Comme ci haut cité, Cela est dû à la mauvaise gouvernance caractérisée par la mauvaise gestion des biens publics où une poignée de gens s'accapare la richesse du pays au moment où la grande majorité de la population croupisse dans une misère sans nom. Dans cette situation, Excellence, cette poigné de gens qui sont devenus plus forts que l'Etat, pour se protéger, ont une main mise sur toutes les institutions de la République.

Excellence Monsieur l'Ambassadeur, les partenaires du Burundi ne devraient pas oublier les exigences convenus avec le Gouvernement du Burundi avant le déblocage de ces fonds. De plus, le Burundi se trouve dans une période cruciale de préparation des élections. Pendant cette période, on observe les violations des droits humains, le non respect des principes de bonne gouvernance et tout autre acte qui annihile la démocratie. D'où la vigilance et les exigences des partenaires restent souhaitées par la société civile burundaise dont l'OLUCOME. Cette vigilance est aussi demandée aux personnalités qui nous lisent en copie.

Espérant une attention particulière que vous accorderez à notre correspondance, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de notre haute considération.

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI
Vice-président
Président
Juvénal NDIRAKOBUKA

C.P.I à :

- Excellence Monsieur le Ministre à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation ;
- Excellence Monsieur le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération et de la coopération Internationale ;
- Excellence Monsieur le Ministre de la Justice et garde des Sceaux ;

- Excellence Monsieur le Ministre de l'Intérieur ;
- Excellence Monsieur le Ministre des Finances et de la Planification du Développement Economique ;
- Excellence Madame/Monsieur le (la) Représentant(e) du corps diplomatique et consulaire accrédité (e) au Burundi (Tous) ;
- Monsieur le Secrétaire Permanent du CNCA

à Bujumbura